

Albert Cohen et l'Histoire : son action politique et diplomatique

Par Denise Goitein-Galpérin

Albert Cohen veut très tôt saisir les ressorts de l'Histoire, se situer par rapport à elle, en devenir un acteur. Une lecture attentive nous révélera rapidement un Cohen à la fois déchiffreur impeccable et habile manipulateur du présent, qu'il entendra orienter pour rejoindre sa vision des destinées du monde, et plus particulièrement du peuple juif. Ses qualités essentielles le serviront : un jugement presque infaillible, une habileté de tacticien étonnante, un acharnement à poursuivre ses buts, et enfin, une foi totale dans la victoire qui viendra couronner ses efforts.

Sa relation à l'Histoire, il se doit de l'appréhender à la fois à partir de son histoire personnelle, celle de sa famille, de ses ancêtres et des peuples qu'il apprend à connaître.

On tentera ici de retracer les pas d'Albert Cohen en restant attentif à l'adéquation du discours aux analyses, aux projets, comme à la mise en œuvre de ses stratégies, actions et jugements.

Les origines

Né à Corfou, Cohen célèbre le paradis terrestre aux senteurs et aux couleurs miraculeuses, et en son sein le ghetto grouillant de vie bavarde, brouillonne et chaleureuse. Héritier du grand-père, l'impressionnant patriarche de la communauté, Cohen parlera toujours la langue du ghetto, le « judéo-vénitien » avec sa mère.

À cinq ans l'enfant est projeté brutalement à Marseille avec ses parents. Alors commence la double vie : celle du ghetto méditerranéen, perpétuée intacte dans l'appartement marseillais par les soins de sa mère qui veille jalousement sur son petit prince, et la vie du dehors, où l'enfant, avide de beauté, sera vite à même de faire sien la patrie française, son

histoire, et, plus que tout, sa langue et sa littérature. L'apprentissage est enivrant, comme l'est le culte que Cohen enfant a voué à sa patrie d'adoption. Culte secret, car Marseille, en pleine Affaire Dreyfus, n'est certes pas une terre d'accueil pour les Juifs et, encore moins, pour les immigrés, comme va le découvrir l'écolier, si avide "d'en être". Cette pénible expérience va le condamner à vivre et revivre un cauchemar jamais totalement surmonté.

À dix-sept ans, le jeune homme part pour Genève, où il devient étudiant en droit, tout en se passionnant pour les lettres, et s'intéressant à leurs résonances juives.

C'est à Genève, en 1921, qu'eurent lieu les deux rencontres décisives qui allaient faire de lui un sioniste, et, partant, lui donner le goût et bientôt le désir impérieux de se lancer avec sa plume dans un authentique activisme politique. Son arme restera toujours l'écriture, même lorsqu'il préparera, en habile diplomate, les situations propices à l'activité politique proprement dite.

En 1918, il rencontre le poète André Spire, et en 1921, Haïm Weizmann, président de l'Organisation Sioniste mondiale, et futur président de l'État d'Israël.

André Spire, né en 1868, est issu d'une vieille famille juive lorraine, à la fois traditionaliste et libérale. Entré au Conseil d'État à vingt-cinq ans, poète-né, il restera toujours très indépendant d'esprit.

Un choc profond a lieu en 1903-1904. Spire découvre à Londres, lors d'une enquête sur les "sweat-shops" de l'East End, des Juifs pauvres, simples, immigrés d'Europe de l'Est : des "Juifs vrais", possesseurs d'une langue et d'une culture à eux, dignes, "sans résignation ni brutalité". Bien plus, Spire reconnaît en eux son peuple, sa nation. C'est un premier choc.

Peu après, la lecture du Had Gadya d'Israël Zangwill provoque en lui une "révolution". Had Gadya, c'est le récit poignant d'un jeune Juif vénitien, écartelé entre son attachement pour son peuple et son amour de la culture européenne, qui finit par se noyer dans le canal en récitant le Chema Israël. Spire voit en lui un frère, un alter ego. «Le problème Athènes-Jérusalem me domina», écrira-t-il plus tard. «J'étais devenu un Juif avec un grand J». En 1905 il commence à écrire des "poèmes juifs", — "juifs par le sentiment", précise-t-il — qui expriment souvent les aspirations de son cœur insatisfait vers un "ailleurs" où régnera la justice d'Israël restauré dans sa terre.

En 1911, il participe avec enthousiasme au Congrès sioniste de Bâle. En 1918, il fonde la Ligue des Amis du Sionisme. C'est à ce moment qu'il rencontre Cohen, jeune étudiant à Genève. Il est de près de trente ans son aîné. Il a reçu sa francité en partage à sa naissance, mais il a conquis sa judéité déjà adulte. Son frère plus jeune, qui connaît dès l'enfance la condition d'exilé juif, a lutté pour conquérir une France adorée, mais étrangère et lointaine. Son attachement à Israël est, pour ainsi dire, organique. Il suit ce frère aîné, déjà sioniste engagé, avec enthousiasme. Ils seront désormais frères en poésie et frères en sionisme, si l'on peut dire. Chacun va éditer à Genève, chez le même éditeur, un recueil de vers: Cohen, *Pardes juives*, 1920; Spire, *Poèmes juifs*, 1921.

De l'écriture à l'action

Dans une lettre à Weizmann du 26 octobre 1921, Cohen annonce qu'il veut être actif au sein du mouvement sioniste. Il se déclare certain que "la création d'une résidence nationale pourra résoudre le problème juif dans le monde entier". Cohen, d'emblée, voit grand et loin. Toutes ses vues seront de cet ordre. Weizmann lui confie quelques modestes missions et voilà Cohen confirmé et encouragé dans ses projets. Le 30 octobre 1923, il remercie Weizmann de lui avoir permis de "voir au

début de sa carrière des actes juifs succéder à des paroles juives". Il offre de contribuer, avec l'aide du B.I.T. (Bureau International du Travail), où il a obtenu un poste, à des solutions aux problèmes de l'émigration juive. En 1924, il propose de "créer ou grouper une aristocratie juive". Ces idées réclament un lieu permettant de donner corps à un vaste programme, celui de travailler pour la cause du peuple Juif tout entier. Il s'agirait à la fois d'illustrer la renaissance spirituelle et intellectuelle du peuple juif et d'œuvrer pour la création d'un foyer national juif en Palestine sioniste. «Voilà un programme tout trouvé pour alimenter une revue juive», répond Weizmann.

Cohen constitue aussitôt un comité qui inclut S. Freud, A. Einstein, H. Weizmann, G. Brandès (critique danois connu), Charles Gide, le Dr Zadoc-Kahn et son épouse (tous deux sionistes convaincus). Le comité aura pour tâche de regrouper l'élite intellectuelle juive et non juive, et de lancer la revue. Dès 1924 tout est prêt. Le projet est retardé par la maladie et la mort de la jeune épouse de Cohen (lettre à Weizmann du 29 avril 1924).

Le premier numéro sort néanmoins en janvier 1925. *La Revue juive* (tel est son nom) sera non seulement une publication littéraire, mais une grande revue sociale et politique. Dans une admirable Déclaration liminaire de huit pages, Cohen définit la tâche principale de la revue: «Faire respecter par les Juifs..., faire aimer par les hommes de bonne foi, un peuple longtemps méconnu». Ces objectifs recouvrent plusieurs dimensions: intellectuelle, littéraire, socio-politique, humaniste.

Notre destinée, écrit Cohen, est d'être des "voyageurs en Humanité", créant des liens entre les hommes de toutes les races et de toutes les religions:

«Nous sentant décidément incapables de séparer la pensée de l'action, de comprendre même cette séparation, avons-nous besoin de dire que nous nous garderons d'ignorer les

aspects quotidiens et éternels de l'événement juif [...], aussi de l'événement humain? [...] Organe de l'activité juive, cette revue ne cessera de regarder l'Europe et l'Orient en puisant labeur de gestation [...]

Critiques et essayistes ont leur place, tels E. Berl, A. Crémieux, J. Benda, D. Halévy et bien d'autres. Romanciers, poètes sont présents : H. Franck, H. Hertz, J.-R. Bloch, et bien d'autres. Parmi eux, il faut noter Jean de Menasce, issu d'une vieille famille aristocratique juive d'origine égyptienne, qui aborde divers aspects du judaïsme et s'intéresse au hassidisme, à la littérature et la philosophie, alors qu'il est devenu jésuite... Hans Kohn, historien et politologue, est l'auteur de plusieurs articles sur le judaïsme, en particulier *La Réforme*. Léon Blum participe en critique littéraire et en politicien, trouvant le sionisme compatible avec le patriotisme français : il faut une terre pour les malheureux apatrides. Pour M. Buber, conteur et philosophe autrichien installé à Jérusalem, le sionisme pourra restaurer l'unité du peuple juif. Il soutient activement la création de l'Université hébraïque, inaugurée en 1925, lieu parfait où l'expression libre pourra fleurir pour tout juif et tout homme. L'engagement d'Einstein est avant tout pacifiste et humaniste. La paix entre Juifs et Arabes est une exigence primordiale. V. Jacobson participe dans le même esprit. L'engagement de G. Scholem, savant en études juives, est du même type. L'Université hébraïque doit devenir le centre de rayonnement des forces juives au service du peuple juif et de l'humanité tout entière.

La Revue Juive contient aussi des rubriques régulières concernant la vie juive de par le monde, que ce soit l'agriculture, les techniques, la médecine, l'éducation, etc.

Mais le fardeau de la direction, de l'édition, de la rédaction repose entièrement sur les épaules de Cohen. Outre les textes signés de sa main, tous les textes et les rapports anonymes sont de lui. Il est l'architecte, l'animateur,

l'artisan des six volumes qui paraissent durant l'année 1925. Les soucis de financement s'y ajoutant, Cohen épuisé renonce à poursuivre.

La Revue juive marque néanmoins un moment décisif dans le parcours intellectuel, littéraire, philosophique et politique de Cohen.

1926-1938 - Cohen diplomate et écrivain

Durant cette période Cohen alterne entre ses responsabilités diplomatiques au B.I.T. (Bureau International du Travail) et une abondante création littéraire (Solal, Ézéchiël, Mangeclous). L'interaction est constante, même quand Cohen semble abandonner l'une en faveur de l'autre. Son poste au B.I.T. le place dans une position privilégiée pour l'observation des milieux politiques et juridiques et des organisations internationales. Cohen en tirera profit pour ses activités politiques en France de 1938 à 1940, puis en Angleterre pendant les années de guerre. Il forge des relations durables avec diverses figures marquantes, dont P. H. Spaak, L. Blum, E. Herriot, G. Mandel, P. Mendès France. Selon les besoins, il séjourne tantôt à Paris tantôt à Genève.

1939-1940 – Activité politique et sioniste en France

Au début de l'année 1939, Cohen devient le représentant personnel de Weizmann à Paris. Il est nommé conseiller au département politique de l'Agence juive pour la Palestine, dont le siège est à Londres. En cette capacité, Cohen est détaché à Paris et chargé de mission auprès du gouvernement français. Fort de ce titre, il agit sur trois fronts :

- Œuvrer pour la création d'une légion juive où de jeunes Juifs étrangers, vivant en France, voire aux États-Unis, pourront se battre comme Juifs aux côtés des forces françaises.

- Aider des réfugiés munis de visas pour la Palestine et bloqués dans divers pays à atteindre leur destination.

- Créer un comité d'intellectuels qui soutiendra la cause sioniste.

1. La création d'une légion juive

Quand, en août 1939, il est clair que la guerre avec l'Allemagne est inévitable et imminente, Cohen agit avec une persistance obstinée, une perspicacité, un tact diplomatique remarquables pour réussir dans la création d'une telle légion, réclamée par de nombreux juifs étrangers, comme l'atteste Robert Gamzon, responsable du mouvement des Éclaireurs Israélites, qui sera un peu plus tard une des grandes figures de la Résistance juive. Cohen agit avec rapidité et efficacité, prépare des projets détaillés à soumettre au ministère de la Guerre, établit des contacts avec le haut personnel militaire français et rédige même la lettre qu'il faudra adresser au Président du Conseil.

L. Blum et G. Mandel lui apportent une aide précieuse pour toucher les responsables. Le commentaire de l'historienne Catherine Nicault est très éclairant¹. Elle note tout d'abord que Cohen "voit grand et loin". Il songe, dit-elle, à l'après-guerre (!) quand une Légion juive de deux à trois cent mille hommes — quatre divisions — composées de juifs apatrides exilés en France et aux États-Unis, portant "un drapeau particulier", pourrait peser dans la balance et contribuer à assurer l'indépendance de la Palestine juive. Autre élément déjà noté et confirmé par l'historienne : même compte tenu de l'appui assuré des milieux socialistes (L. Blum, G. Mandel), il fallut que Cohen possédât une "force de persuasion, charme, entregent et ténacité" tout à fait remarquables pour avoir obtenu l'accord de tous les ministres jusqu'au personnage-clé qu'est Daladier (il cumulait les fonctions de Président du Conseil et de Ministre de la Défense Nationale). De surcroît, sa demande est accueillie favorablement par les autorités militaires : le Chef d'état-major des Armées et ses deux adjoints immédiats, chargés spécialement des volontaires étrangers.

Selon C. Nicault, le blocage fut le fait du Quai d'Orsay, connu pour ses positions antisémites, et (nous ajoutons) antisémites à cette époque. En tout état de cause, il faut bien ici saluer la remarquable "capacité négociatrice" de Cohen.

2. L'aide aux réfugiés pour atteindre la Palestine

Durant l'hiver 1939-1940 Cohen déploie une intense activité pour faire transiter par la France des émigrants porteurs de certificats d'immigration en Palestine, bloqués dans divers pays : la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Angleterre, le Danemark, la Suède, la Lituanie. Ses efforts aboutissent dans l'ensemble malgré d'énormes obstacles, tant de la part du Bureau Central Militaire de la Circulation que des autorités consulaires dans ces divers pays avec lesquels Cohen, à force d'obstination, réussit à prendre contact. Le succès est, semble-t-il, total.

3. La création d'un Comité d'intellectuels en faveur de la cause sioniste.

Ce qui est remarquable, c'est que Cohen entreprend ce projet en mai 1940. Il s'agit d'un mouvement intitulé "Pro causa Judaica", auquel participent F. Joliot-Curie, G. Duhamel, P. Claudel, F. Mauriac, J. Romains, qui devait avoir pour tâche d'agir sur l'opinion française en faveur du Foyer National Juif et de son avenir politique². Le projet fut évidemment mort-né, mais Cohen reprendra cette idée sous forme purement politique, très élaborée, beaucoup plus vaste, dans le cadre de ses activités londoniennes.

Le choix de Cohen est significatif de sa vision large et profonde de l'humanité de demain où tous auront leur part. Jérusalem, nourrie des lumières que représente l'Université Hébraïque, fécondée par un peuple restauré dans son rôle universel, sera prête à enrichir un monde réconcilié.

Le 20 juin 1940, sur le conseil du chef de cabinet de G. Mandel, Cohen s'enfuit en

Angleterre, où il poursuivra ses efforts, cette fois de nature vraiment politique, pour le futur État d'Israël et pour son peuple tout entier.

1940-1944 – Cohen politique et diplomate au service de la cause sioniste

Étant encore à Paris, Cohen avait été nommé “conseiller au département politique de l'Agence juive”. Après une période incertaine quant au statut de la France libre, il est officiellement “chargé d'une mission de liaison auprès de la France libre”, le 18 septembre 1940. Mais la lenteur de la confirmation de ses fonctions n'avait en rien freiné son activité politique. Sitôt arrivé à Londres, il n'avait pas perdu une minute pour examiner la situation et mettre en place une stratégie.

Alors que personne ne sait exactement ce que sera le sort de cet embryon de France libre (officiellement ce n'est encore que le “Comité de Gaulle” quand Cohen débarque le 20 juin en Angleterre), il a pris dès le 16 juillet les premiers contacts avec le quartier général des Forces Françaises libres.

La tâche est ardue, car il faut à la fois convaincre les gaullistes qu'ils ont avantage à travailler avec les sionistes et convaincre les sionistes que l'appui des gaullistes pourrait être bénéfique pour les Juifs. De part et d'autre l'hésitation, pour ne pas dire la méfiance, règne dans les cœurs. Cohen va s'attacher à susciter, chez les uns comme chez les autres, un désir, un intérêt, et enfin la conscience d'un besoin qui était jusque-là absent. C'est à une rhétorique de la persuasion que Cohen aura recours, comme il ressort clairement d'une lecture attentive de ses “rapports confidentiels” à l'exécutif de l'Agence juive.

Cette rhétorique est à la fois celle du visionnaire vibrant de foi — capable de se passionner pour l'avenir problématique et lointain du sionisme, alors que, littéralement, la maison brûle —, d'un croyant que soutient une stupéfiante lucidité politique qui lui permet de voir avec netteté l'avenir du monde

libre et de ses figures les plus marquantes. Ces dons sont manifestes dans les rapports confidentiels adressés à l'Agence juive.

La pièce maîtresse est indiscutablement le rapport du 11 août 1940, compte rendu de la rencontre Cohen-de Gaulle qui eut lieu le 9 août 1940.

Cohen avait habilement préparé le terrain pour que puisse avoir lieu cette rencontre. Il avait eu, les 16 et 18 juillet, de longs entretiens avec les trois hommes qui constituaient le modeste “comité de Gaulle”. Dans ses rapports à l'Agence juive des 18 et 19 juillet, il fait état de ces contacts, avec des formules de prudence réitérées, adressées à la fois aux gaullistes et aux sionistes. Par la modestie de ses propos, il met ses interlocuteurs à l'aise. Les suggestions de Cohen sont rapidement acceptées par les gaullistes qui lui confient sans réticence des informations d'ordre politique et militaire importantes — immédiatement transmises aux sionistes. Cohen est ainsi informé des dimensions très modestes du mouvement gaulliste et de ses effectifs militaires. L'estimation que Cohen fera rapidement de l'importance de l'avenir politique promis à de Gaulle est d'autant plus remarquable. Cela sur la foi de l'unique entretien qu'il aura avec le général trois semaines plus tard.

Cohen suggère une action de propagande en Syrie contrôlée par Vichy: la Syrie pourrait être encouragée à résister à une éventuelle attaque des forces de l'Axe. La proposition est transmise à de Gaulle par les interlocuteurs français. C'est Pleven qui communique l'accord de de Gaulle (Cohen avait d'emblée vu que Pleven était le plus valable des collaborateurs du général. C'est d'ailleurs le seul des trois qui devait avoir par la suite une véritable carrière politique). On demande alors officiellement du côté gaulliste l'aide des sionistes pour mener à bien l'action de propagande auprès de l'armée du Levant stationnée en Syrie.

Cohen esquisse alors le projet qu'il juge susceptible de plaire à de Gaulle (qu'il n'a toujours pas rencontré) : faire connaître le “vrai

visage de de Gaulle”. Il en profite pour broser dans son rapport un portrait politique de de Gaulle propre à dissiper la méfiance des sionistes : « un républicain modéré, un militaire qui s’occupe, dit-on, fort peu de politique ». Il ajoute aussitôt qu’il s’appuie sur des faits et sur des impressions “toutes personnelles”. Puis il s’emploie à démontrer que les gaullistes “renforcent l’esprit de résistance en Syrie”. Modestement il demande une “attitude de principe favorable” de la part des sionistes. S’effaçant encore, il suggère une rencontre Weizmann-de Gaulle. Résultat : les sionistes suggèrent une rencontre Cohen-de Gaulle. Cohen est arrivé à ses fins par une habile tactique où se mêlent modestie et audace, insinuations et affirmations.

Cohen va rencontrer de Gaulle le 9 août. Le rapport diffère des précédents. Les techniques sont les mêmes, mais l’enjeu est d’une tout autre importance. Cohen se réclame maintenant de l’accord de principe de l’Agence juive pour une véritable collaboration avec les gaullistes. Le ton de Cohen, s’il reste “diplomatique”, devient affirmatif et clair. Cohen entame le rapport proprement dit par un portrait rapide de de Gaulle — “impression subjective”, bien entendu. Les adjectifs défilent : sympathique, jeune, loyal, énergique. Puis c’est l’orientation politique de la France libre. Selon le vœu même de de Gaulle, elle aura un “caractère national”. On se situe au-dessus des partis. Ceci est fondamental et sera repris à intervalles réguliers. Le rapport est savamment construit, mêlant habilement les impressions et observations personnelles avec les citations du général données comme points d’appui objectifs pour étayer des jugements qui apparaissent alors fondés et sans appel.

En guise de résumé, Cohen donne la parole à de Gaulle qui, ayant visité la Palestine en 1931, émet un jugement très favorable sur le sionisme qu’il estime capable de bâtir une

société “complète”, car il est “fondamentalement créateur” — propos que Cohen juge “non-conventionnels” (lisons “sincères”). Et de Gaulle de conclure par une déclaration solennelle reconnaissant la légitimité de réparations futures dues aux juifs pour les torts qu’ils subissent. Ces réparations seront, selon de Gaulle, une partie intégrante de la mission renouvelée d’une France libérée du joug nazi.

Cohen est réservé dans son analyse, à la fois prudente et audacieuse. L’audace repose surtout sur l’impression personnelle que lui fait de Gaulle : “un homme sérieux qui pèse ses mots et en connaît la valeur”. Il est évident que de Gaulle cherche des alliés. Il n’y a plus qu’à obtenir l’accord des parties et à foncer.

Il faut souligner la finesse de jugement, la lucidité politique de Cohen, l’habileté de son discours, la clarté avec laquelle il rend compte à la fois du grand rôle promis à de Gaulle et de la situation incertaine, mais prometteuse du gaullisme. Cohen est bien à la fois le témoin lucide d’une réalité très sombre et le prophète d’un avenir lointain mais lumineux. C’est dans la dualité de sa vision qu’il faut sans doute trouver la source de sa prescience étonnante.

L’engagement solennel, mais oral, pris par de Gaulle concernant les réparations dues aux juifs une fois la victoire et la libération assurées, est confirmé, dans une lettre du général à Cohen, adressée au “conseiller politique du Congrès juif mondial”, datée du 22 août 1940 (avant même la publication du statut des juifs par Vichy en octobre 1940). Cette lettre à Cohen est la première version officielle des nombreuses déclarations à peu près identiques adressées aux plus hautes autorités juives et internationales.

Le sérieux des intentions déclarées sur ce point est attesté par la mise en place, le 30 septembre 1941, d’un véritable réseau d’organisations, confié à des responsables juifs et non-juifs, chargé de préparer une documentation complète sur la situation des juifs en France sous Vichy et de rassembler “tous les textes

législatifs antisémites de Vichy”. L’aide de Cohen est sollicitée dès le mois d’août 1941 (comme l’atteste le rapport du 13 octobre 1941). Une preuve tangible de l’importance que de Gaulle attache à cette question est l’information officielle, transmise à Cohen, de la suppression des mesures antisémites en vigueur en Syrie, passée depuis peu sous le contrôle de la France libre. Si Cohen manifeste une justesse de jugement, quasi prophétique, de Gaulle est sa superbe contrepartie par la vision qu’il a d’emblée de la France restaurée dans sa vérité.

Dès l’automne 1940, Cohen avait, si l’on peut dire, veillé au grain quant à l’esprit qui régnait au sein de la France libre depuis l’arrivée de nouveaux adeptes chez de Gaulle. Après l’été 1940, les rangs de la France libre grossissent. Et des rumeurs circulent sur la présence d’antisémites dans les rangs gaullistes. Une fois de plus, le flair de Cohen va le servir. Outre deux journalistes, Comert et Labarthe, qui sont des amis très sûrs, Cohen se tourne vers le juriste René Cassin, récemment arrivé à Londres, ayant compris que ce dernier serait appelé à jouer un rôle considérable auprès de de Gaulle. Cohen se tourne vers lui pour éclairer la pénible question : y a-t-il des antisémites dans l’entourage de de Gaulle ? Le 4 novembre, Cohen l’interroge et reçoit une réponse franche et mesurée :

« Il y a au quartier général un certain nombre de jeunes officiers plus ou moins fascistes. L’influence de ces “pétainistes sans Pétain” est cependant négligeable, de par le fait qu’ils sont peu nombreux et qu’ils ne sont pas susceptibles d’influencer le libéralisme du général. »

Trois jours plus tard, une déclaration spontanée est faite à Cohen (voir le rapport du 9 novembre 1940) par le lieutenant Manuel, adjoint de Passy, chef d’état-major des F.F.L.. Cette déclaration est suffisamment insistante pour attester la réalité du problème. Le rap-

port de Cohen du 14 novembre 1940 fait état du souci des F.F.L. de “suivre une ligue de conduite non politique et sans préjugés raciaux ou religieux”. Les déclarations de Manuel sont transmises à Cohen comme émanant directement de l’état-major.

Cohen, déjà convaincu de la bonne volonté de la direction gaulliste à l’égard des juifs, continuera néanmoins à “veiller au grain” quant à la fiabilité des officiels récemment arrivés à Londres. Un bon exemple est le commandant Hackin qu’il rencontre le 9 novembre 1940. Ce dernier, orientaliste réputé, ancien conservateur du musée Guimet, spécialiste du Proche Orient au Quartier général des F.F.L., présente à Cohen une série de requêtes concernant des renseignements précis sur toutes sortes de personnages agissant en Syrie — toutes ces requêtes relèvent manifestement des services secrets — attestant une confiance totale dans les moyens dont disposent les juifs. De son côté, le commandant Hackin fournit à Cohen de précieux renseignements politiques sur les relations des F.F.L. et des autorités britanniques.

En définitive, il confie à Cohen que les F.F.L. considèrent comme urgente la nécessité d’une intervention militaire en Syrie et qu’il serait heureux si le Dr Weizmann estimait opportun, du point de vue de la sécurité de la Palestine, de soutenir auprès de qui de droit l’idée d’une action militaire en Syrie.

Le 6 novembre 1940 Cohen avait eu un entretien avec M. Massip, directeur de l’Information, dans le même sens. être devenu le confident des F.F.L. augmentait la confiance que Cohen pouvait accorder à des hommes tels que le commandant Hackin. Il n’en continua pas moins à rester sur ses gardes vis-à-vis des “nouveaux gaullistes”. Il constitua assez rapidement un véritable réseau privé d’information.

Pour compléter ce résumé de l’action politique de Cohen à Londres, il convient de citer la création du Comité interallié des amis du

sionisme, exposée dans un texte adressé à Weizmann le 20 janvier 1941. Ce comité rappelle le Pro causa judaica de mai 1940. Mais il s'en distingue par son caractère nettement politique et international. Cohen pense que ce comité pourra être utile, quand viendra le jour de la victoire et de la paix, pour soutenir la cause du sionisme. Rappelons, une fois encore, que la paix semble bien éloignée en ce 20 janvier 1941. L'Angleterre est encore seule à tenir tête aux armées nazies.

Écriture de combat – 1941-1942

Si l'âme de Cohen est à cette époque contenue essentiellement dans les rapports envoyés à l'exécutif de l'Agence juive sur l'action diplomatique menée avec les représentants de la France libre, on ne peut ignorer ce qu'on peut appeler la littérature de combat qui paraît à Londres dans les journaux français ou belges, nés dans le sillage des événements politiques et des fortunes de la guerre. Cohen publie dans le mensuel *La France libre*, dirigé par André Labarthe et dont Raymond Aron est le rédacteur en chef, et dans *Message: Belgian Review*.

Le 20 juin 1941 paraît dans *La France libre*, Vol. II, n° 8, un texte intitulé «Angleterre».

Le 15 juin 1942 paraît dans *La France libre*, Vol. IV, n° 20, «Salut à la Russie (I)», signé du pseudonyme Jean Mahan (pseudonyme destiné à protéger les parents de Cohen restés à Marseille).

Le 15 juillet 1942 paraît dans *La France libre*, «Salut à la Russie II».

Le 15 septembre 1942 paraît dans *La France libre*, Vol. IV, n° 23, «Combat de l'homme».

En février 1943 paraît dans *Message: Belgian Review*, pages 2 à 11, «Churchill d'Angleterre», toujours sous le pseudonyme de Jean Mahan.

Nous laissons de côté des œuvres telles que «Chant de mort» en quatre parties : une première version du *Livre de ma mère* (1943-1944).

Nous ne retiendrons ici que «Salut à la Russie» et «Churchill d'Angleterre». Le lecteur sera sans doute surpris et choqué de ce face à face. Car, si l'ode à Churchill leur semble légitime, grande et noble, on est aujourd'hui scandalisé de «Salut à la Russie», qui est aussi un hymne à Staline.

Que peut-on dire de l'ode à Churchill, sinon qu'elle est un des plus beaux textes de l'écrivain — non seulement émouvant par sa simplicité, son émotion tout humaine, son absence totale de grandiloquence. Elle nous fait vivre cette symbiose simple et grandiose qui existe entre le peuple anglais et, pourrait-on dire, son créateur et nourricier, qui sait à la fois lui dire la dure vérité et lui parler comme une mère qui rassure et protège et, en définitive, partage avec lui cette absurde foi dans la victoire. C'est l'âme même de l'Angleterre que Churchill dévoile aux Anglais pour les «hausser à ce qu'ils sont». En lisant «Churchill d'Angleterre», on ne peut songer qu'à une autre voix française: celle de Victor Hugo.

Le lecteur a de surcroît la bonne fortune de pouvoir lire «Churchill d'Angleterre» merveilleusement édité et annoté dans «la Pléiade» à la fin du volume intitulé: A. Cohen. *Œuvres*, pp. 1203-1219, notes: pp. 1410-1423.

Et que dirons-nous donc de «Salut à la Russie»? Comment osons-nous l'associer à «Churchill d'Angleterre»? Il faut, en tout premier lieu, souligner le parallélisme historique. Si l'Angleterre est spirituellement, moralement nourrie et soutenue par Churchill dans l'épreuve, il en va de même pour le peuple russe lors du siège de Leningrad, qui débute en juin 1941. Il vivra neuf cents jours sous les bombes. Cela coûtera six cent mille morts et un million de disparus. Ce fut une détresse absolue, physique et morale. Mais on se savait soutenu par la nation tout entière et la présence constante du «père du peuple» qui fut toujours à ses côtés. Même quand les troupes allemandes — une

immense armée, appuyée par quatre mille chars et trois mille avions —, après avoir encerclé Leningrad et fait tomber Kiev, arrivèrent aux portes de la capitale, Staline resta au poste et ne quitta pas Moscou. Le peuple russe ne se sentit jamais orphelin. Au prix de pertes énormes (dix-huit millions de morts, dont sept millions de civils), ils eurent raison des troupes nazies.

L'Amérique sut ce qu'elle devait aux Russes qui leur donnèrent le temps de s'équiper et de se préparer à entrer dans la guerre. On vit à New York en 1941 des campagnes spontanées pour organiser des spectacles de danses populaires russes, pour vendre des dizaines de milliers d'albums de chants de l'armée rouge, et autres gestes de secours et d'amitié pour ceux qui, avec leur chef (tout comme les Anglais soutenus par Churchill), leur avaient permis d'attendre et de se préparer.

Tout cela explique ce qui, dans ces moments ardemment vécus, même s'ils furent brefs au regard de l'Histoire, légitima une double célébration du grand et noble Churchill et de celui qui allait être un des plus sanglants tyrans qui furent jamais et l'ennemi mortel de l'Occident.

Cohen à Londres – 1944-1947.

Activité juridique en faveur des réfugiés

Pourquoi Cohen a-t-il décidé de cesser ses activités politiques dans le cadre de l'Agence juive ? Pour répondre à cette question, il nous faut remonter assez loin en arrière. Comme l'a clairement exposé Catherine Nicault³, la grande époque de collaboration entre sionistes et gaullistes se situe en 1940-1941 sur le plan de la politique à mener au Levant, en particulier concernant la Syrie — c'est-à-dire jusqu'à l'intervention anglo-gaulliste en Syrie (juillet 1941). Cohen avait espéré créer une connivence durable avec les Français qui pourrait déboucher sur une attitude généralement favorable au sionisme dans l'après-guerre. Mais ce n'était pas l'affaire de l'exécutif sioniste. De surcroît on assiste à un rééquili-

brage de la politique gaulliste au Proche-Orient. Les Français, espérant gagner pour eux-mêmes la place prépondérante en Syrie, sont amenés à adopter une politique pro-arabe. Les sionistes, dans ce contexte, deviennent gênants.

Cohen voit de tous côtés ses espoirs déçus. De surcroît, il est hanté par le cauchemar que représente la catastrophe qui s'est abattue sur le judaïsme européen. La "solution finale" est devenue une terrible réalité.

Tout cela explique sa démission des cadres de l'Agence juive et son entrée, en septembre 1944, au Comité intergouvernemental pour les réfugiés à titre de Conseiller juridique. Là, au moins, il pourra agir pour apporter une aide concrète aux errants persécutés, les faibles entre les faibles, où se comptent par centaines de milliers des juifs apatrides survivants de la Shoah.

Le 15 octobre 1946, dans le cadre d'une conférence qui réunit les membres du Comité intergouvernemental pour les réfugiés, un accord est conclu relatif à la délivrance d'un titre de voyage aux réfugiés. Il s'agit d'un véritable "passeport international" assurant aux apatrides un statut officiel, reconnu comme l'est tout passeport légalement délivré. Ce passeport de trente-deux pages, c'est Cohen qui en est l'auteur. « Mon plus beau livre », dira-t-il souvent, « plus luxueux que le passeport suisse ». Parfois encore : « J'en suis plus fier que de Belle du Seigneur ». On rencontre encore aujourd'hui quelques titulaires de ce passeport qui proclament volontiers que le "passeport Cohen", comme ils disent, leur permit de rebâtir une nouvelle vie. Le plus beau tribut qui soit rendu à l'œuvre tout humaine de l'écrivain.

En juillet 1947, Cohen quitte l'Angleterre et s'installe à Genève où il prend les fonctions de directeur de la division de protection à l'Organisation internationale pour les réfugiés. Les dispositions de l'accord du 15 octobre 1946 seront reprises dans la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951.

Cela dit, Cohen resta fidèle à l'idéal sioniste et il fut un admirateur fervent d'Israël et de ses créations dans de multiples domaines. Mais quant à lui, une tâche l'attendait : la poursuite de sa grande saga juive. Et le temps de la réflexion solitaire devait aussi être respecté et préservé.

Notes

- 1 Voir les *Nouveaux Cahiers*, N° 123, 1995-1996, p. 32.
- 2 Dans une lettre à Weizmann du 20 janvier 1941, il dit avoir délibérément restreint le comité à cinq personnes "de tout premier plan".
- 3 Voir son article « Albert Cohen diplomate et politique » dans « L'Hommage à Cohen » paru dans les *Nouveaux Cahiers*, n° 123. Voir aussi « de Gaulle et l'Agence juive pour la Palestine, 1940-1944 » in *L'Espoir*, mars 1991, pp. 25-44.